

ADEME&VOUS LA LETTRE **STRATÉGIE** est une lettre d'information régulière destinée aux décideurs du monde de l'environnement et de l'énergie, partenaires et contacts de l'ADEME. Chaque numéro est consacré à la présentation d'un sujet à vocation stratégique, économique ou sociologique : recherche et études, travaux de synthèse, propositions dans l'un des domaines de compétences de l'Agence. L'objectif est de faciliter la diffusion de connaissances et d'initier réflexions et débats.



Les Français, loin de sous-estimer le problème du réchauffement de la planète, témoignent d'une inquiétude largement partagée. Pour la majorité de nos concitoyens, les difficultés économiques que nous connaissons ne dispensent pas de relever le défi climatique. Ils n'excluent pas des changements importants dans leurs modes de vie à condition qu'ils soient équitablement répartis entre tous.

Les Français déclarent majoritairement pratiquer plusieurs gestes vertueux pour l'environnement dans leur quotidien même si pour certaines actions relatives à la mobilité les marges de progrès sont importantes.

En matière de climat, l'enjeu reste aujourd'hui de convaincre, mais surtout de rassurer par le passage à l'action individuelle et collective.

LES FRANÇAIS ET LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

SENSIBILISÉS ET INQUIETS, ILS SONT PRÊTS À PASSER À L'ACTION INDIVIDUELLE ET COLLECTIVE

UN NIVEAU HISTORIQUEMENT ÉLEVÉ DE PRÉOCCUPATION POUR LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

En 2015, le réchauffement climatique est la première préoccupation environnementale des Français (32 %)¹, très largement devant la pollution de l'air (18 %) et la pollution de l'eau (14 %) (voir graphique 1). Ce niveau est proche





du record historique de 2007 (33 %), période marquée par le prix Nobel de la paix décerné au Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et à Al Gore pour son film *Une vérité qui dérange*, mais aussi par le pacte écologique de Nicolas Hulot durant la campagne présidentielle, suivi du Grenelle de l'environnement. Après cet engouement politique et médiatique pour le réchauffement climatique, la thématique est restée la première préoccupation environnementale des Français jusqu'en 2009. Elle a ensuite largement régressé dans l'opinion suite au Climategate² et à l'échec de la conférence de Copenhague fin 2009. Les questions environnementales plus traditionnelles et locales que sont la lutte contre la pollution de l'air et la lutte contre la pollution de l'eau sont alors revenues au premier rang. Il faut attendre 2014 pour que le réchauffement climatique redevienne la première préoccupation environnementale, avec 24 % de citations soit 7 points de plus qu'en 2013. Cette forte progression s'est poursuivie cette année, avec + 8 points entre 2014 et 2015. Que signifie cette avancée conséquente du réchauffement climatique dans l'opinion ces deux dernières années ? Il n'y a pas eu en 2014 et 2015 la même conjonction d'événements médiatiques qu'en 2006 et 2007. Le terrain de cette enquête ayant été réalisé du 19 juin au 9 juillet 2015, la COP21, qui aura lieu à Paris en fin d'année, ne faisait pas encore la une des journaux. D'ailleurs, 60 % de nos concitoyens avaient, en juillet dernier, entendu parler de négociations internationales à

propos du climat qui se dérouleraient en France en 2015. Et parmi ces 60 %, un tout petit tiers (29 %) était en mesure de préciser de ce dont il s'agissait. Si ce n'est l'agenda politique, une partie de la progression en 2015 peut s'expliquer par la concomitance entre les dates du terrain de l'enquête 2015 et le début de l'épisode caniculaire de l'été 2015. Toutefois, cet effet conjoncturel n'explique pas la forte progression de la thématique entre 2013 et 2014³. De toute évidence, les Français ne privilégient plus, en priorité, les problématiques de l'air et de l'eau qui, pourtant, les touchent directement. Ils s'avèrent désormais davantage préoccupés par un phénomène planétaire dont les conséquences sont encore largement à venir ou qui concerne plus particulièrement d'autres pays.

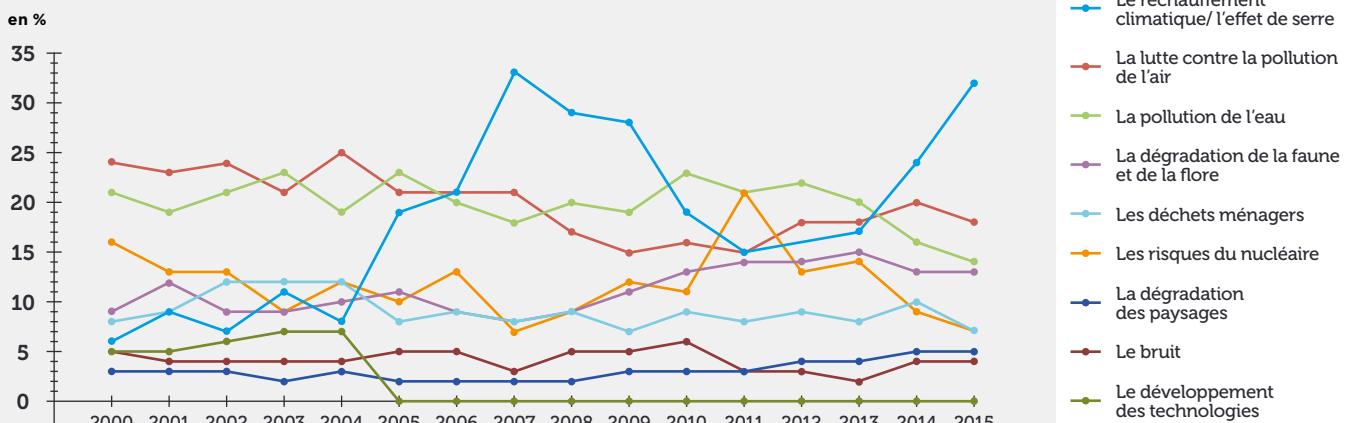
UN « CLIMATOSCEPTICISME » EN RÉGRESSION MAIS QUI RÉSISTE POUR DES RAISONS PRINCIPALEMENT CULTURELLES

Si les Français sont majoritairement convaincus de la réalité et de l'importance du réchauffement climatique, les effets du « climatoscepticisme », largement médiatisé dans les années 2010 et 2011, se font toujours sentir. Alors que 97 % des climatologues⁴ confirment l'existence et la nature anthropique du changement climatique, seulement 68 %¹ des Français considèrent, en 2015, que le réchauffement climatique est « *une certitude pour la plupart des scientifiques* ». Ils étaient seulement 51 % en 2010 contre 72 % en 2006 et 2007 à penser qu'il y a consensus

GRAPHIQUE 1

LES DEUX PROBLÈMES ENVIRONNEMENTAUX LES PLUS PRÉOCCUPANTS

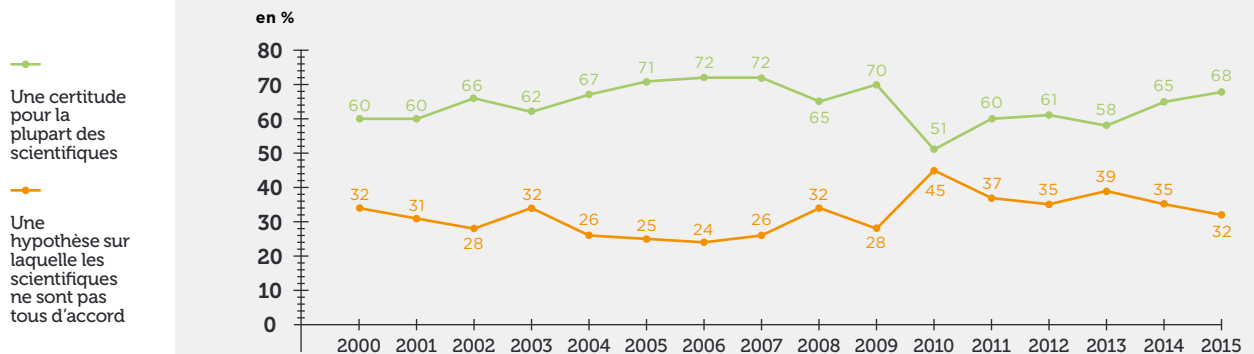
Source : Les représentations sociales de l'effet de serre et du réchauffement climatique (Opinion Way pour l'ADEME, 2015).



GRAPHIQUE 2

ON PARLE DE L'AUGMENTATION DE L'EFFET DE SERRE QUI ENTRAÎNERAIT UN RÉCHAUFFEMENT DE L'ATMOSPHÈRE DE LA TERRE. À VOTRE AVIS, EST-CE PLUTÔT... ?

Source : Les représentations sociales de l'effet de serre et du réchauffement climatique (Opinion Way pour l'ADEME, 2015).



scientifique (voir graphique 2). Dans le même temps, 30 % des Français jugent que « les scientifiques qui étudient les évolutions du climat exagèrent les risques de réchauffement climatique ». 24 % pensent que le réchauffement climatique « est un phénomène naturel qui a toujours existé »⁵. Enfin, 17 % déclarent que « les désordres du climat sont des phénomènes naturels comme il y en a toujours eu ».

À chaque fois, la position « climatosceptique » est minoritaire mais significative : entre un tiers et un cinquième de la population. Si l'on cumule les quatre questions précédentes, seuls 48 %⁷ (+ 4 points depuis 2014) des Français sont véritablement « convaincus »⁶. À l'autre extrémité, seuls 12 %, comme en 2014, sont véritablement sceptiques. Enfin, 40 % des personnes interrogées, que l'on peut qualifier d'« hésitantes », donnent des réponses mixtes en les deux profils.

Ce sont les critères culturels et politiques qui expliquent le mieux les différences de positionnement. Viennent ensuite certains critères socio-démographiques tels que l'âge, le niveau de diplôme et le revenu. Ainsi, les « convaincus » sont plus nombreux parmi les catégories sociales intermédiaires et supérieures, les plus diplômés et les plus hauts revenus.

À l'inverse, les individus qui se déclarent les moins intéressés par l'environnement, les électeurs à droite de l'échiquier politique et les plus de 65 ans sont surreprésentés parmi les « sceptiques ». 48 % des individus qui donnent une note d'intérêt pour l'environnement inférieure

à 8/10 sont « sceptiques » contre 33 % qui sont « convaincus ». Inversement, 65 % des personnes qui déclarent une note de 10 sont « convaincus » contre 30 % qui sont « sceptiques ». Cette prééminence des représentations et des valeurs politiques et culturelles sur les perceptions du changement climatique n'est pas spécifiquement française. Elle a également été largement mise en évidence aux États-Unis⁸. Elle démontre que le réchauffement climatique peut entrer suffisamment en contradiction avec les représentations et valeurs des individus pour que ces derniers remettent en cause son existence, ses causes et ses conséquences.

Il n'existe pas un mais différents positionnements « climato-sceptiques ». Mettre en doute le consensus scientifique ou l'objectivité des climatologues qui exagéreraient les risques est une première façon de questionner l'existence même du phénomène. Le « naturaliser » dans ses causes (qui ne seraient pas anthropiques) et ses conséquences (les désordres climatiques) permet aussi de relativiser le phénomène et de le rendre « normal » tout en écartant les mesures à prendre pour lutter contre. Une troisième posture consiste à en minimiser les conséquences négatives quand bien même le réchauffement climatique serait avéré et causé par l'homme. Ces différentes attitudes peuvent évidemment se cumuler. Dans l'hypothèse où le réchauffement climatique continuerait, 81 %⁷ des « sceptiques » considèrent qu'en France, d'ici une cinquantaine d'années, il « y aura des modifications de climat » mais qu'« on s'y adaptera sans trop de mal ». Seulement 23 % des « convaincus » partagent ce point de vue.





Inversement, 75 % des « convaincus » pensent que « les conditions de vie deviendront extrêmement pénibles » contre 14 % des « sceptiques ».

DES CONNAISSANCES ENCORE LACUNAIRES MAIS EN PROGRÈS ET DES INQUIÉTUDES LARGEMENT PARTAGÉES

La connaissance du réchauffement climatique est encore lacunaire mais en progrès parmi la population. Pour commencer, les individus qui n'ont aucune idée de ce qu'est l'effet de serre (le pourcentage de « sans réponse ») ont diminué des deux tiers depuis l'an 2000, date de la première édition de cette enquête, pour atteindre 11 %¹ en 2015. Toutefois, les confusions sont quasiment toujours aussi fréquentes qu'en l'an 2000 entre le réchauffement climatique et la couche d'ozone (18 %⁷ de réponses spontanées), et pour 54 %¹ de nos concitoyens, les centrales nucléaires contribuent de façon significative à l'effet de serre. En revanche, le chauffage des bâtiments (74 % des répondants en 2015 contre 39 % en 2000) ainsi que l'agriculture et l'élevage (69 % en 2015 contre 33 % en 2000) sont désormais bien identifiés comme des activités fortement

émettrices de gaz à effet de serre.

La compréhension de la notion d'adaptation est, quant à elle, encore embryonnaire. Lorsqu'on leur demande d'en préciser le contenu, seulement 14 % font réellement référence à l'adaptation, 34 %⁷ des Français sont « sans réponse » et 31 % citent des comportements ou des mesures relatives à l'atténuation.

S'ils n'en comprennent pas encore totalement les mécanismes et les implications, les Français, loin de sous-estimer le problème, témoignent d'une inquiétude largement partagée⁹. Ils sont 56 %¹ à penser qu'en France, d'ici une cinquantaine d'années, « les conditions de vies deviendront extrêmement pénibles à cause des dérèglements climatiques » (voir graphique 3). Ils sont moins nombreux qu'en 2014 (- 4 points) à considérer qu'« il y aura des modifications de climat mais on s'y adaptera sans trop de mal ». Seuls 4 % jugent que « le réchauffement climatique aura des effets positifs pour l'agriculture et les loisirs ». Au niveau mondial, 81 %¹⁰ des Français pensent qu'« un monde un peu plus chaud, de quelques degrés dans les années à venir, est vraiment dangereux pour nos conditions de vie sur la planète ». Ils estiment aussi que les conséquences du réchauffement climatique les concernent directement puisque, pour 83 %¹ d'entre eux, leur « territoire sera obligé de prendre des mesures importantes dans les décennies à venir pour s'adapter aux nouvelles conditions climatiques ». Quant aux « conséquences dramatiques du changement climatique (migrations de population, guerres pour l'approvisionnement en eau...) », ils sont aussi une majorité (53 %)¹¹ à les constater dès à présent (28 %) ou à les anticiper dans les 10 ans à venir (25 %). Le réchauffement climatique n'est plus une question que les Français se posent pour les seules générations futures ou les pays étrangers les plus impactés. Les inquiétudes portent désormais sur les conséquences du réchauffement climatique ici et maintenant, pour chacun d'entre nous.

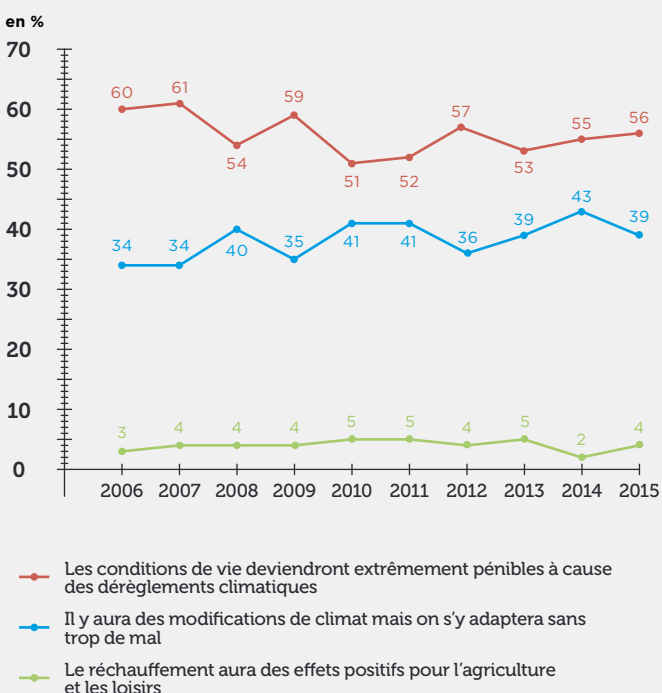
LE CHANGEMENT DES MODES DE VIE : UNE NÉCESSITÉ ET UNE OPPORTUNITÉ DONT LES EFFORTS DOIVENT ÊTRE PARTAGÉS PAR TOUS

Les Français sont conscients qu'il faut agir maintenant. Pour 76 %¹² d'entre eux, le « réchauffement climatique est un problème très préoccupant qu'il est urgent de traiter dès aujourd'hui, si on veut encore le limiter » contre 16 % pour qui il est trop tard et 8 % pour qui il y a le temps de trouver des solutions. Ils privilégient majoritairement (59 %)¹ l'idée qu'« il faudra modifier de façon importante nos modes de vie pour empêcher l'augmentation de l'effet de serre ». S'ils sont nécessaires, les changements à opérer sont aussi considérés par une petite majorité (53 %)¹³ comme une opportunité et

GRAPHIQUE 3

SI LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE CONTINUE, À VOTRE AVIS, QUELLES SERONT LES CONSÉQUENCES EN FRANCE D'ICI UNE CINQUANTAINES D'ANNÉES ?

Source : Les représentations sociales de l'effet de serre et du réchauffement climatique (Opinion Way pour l'ADEME, 2015).



non une contrainte. Par conséquent, les efforts à consentir dans le cadre de la transition énergétique peuvent aussi être présentés comme attractifs parce que précurseurs d'un « monde d'après » enviable.

Plus encore, les Français n'excluent pas des changements importants dans leurs modes de vie, mais à condition qu'ils soient justement répartis. En effet, ils sont seulement 11 % à n'accepter des changements que modérés et 8 % à n'accepter des changements importants que si « les inconvénients sont compensés par d'autres avantages (plus de temps libre, plus de solidarité, etc.) » (voir graphique 4). Inversement, 13 % des Français accepteraient des changements importants « dans tous les cas ». Toutefois, les réponses les plus fréquentes, quelles que soient les catégories sociodémographiques, concernent les conditions démocratiques de leur mise en œuvre : 15 % souhaitent qu'« ils soient décidés collectivement » et veulent avoir leur « mot à dire » et, largement devant toutes les autres réponses, 52 % des répondants expriment le désir « qu'ils soient partagés de façon juste entre tous les membres de notre société ». Cette posture, qui peut conduire à reporter sa propre responsabilité sur celle du voisin, est aussi l'expression d'une exigence de justice : les individus sont prêts à changer mais ne veulent pas être les seuls à le faire. Il devient alors nécessaire de réfléchir à des mécanismes qui permettent d'enclencher des changements collectifs et non plus seulement individuels. En résumé, les Français conscients

et inquiets des conséquences du réchauffement climatique, jugent ces évolutions nécessaires et même plutôt souhaitables... si chacun « fait sa part »¹⁴.

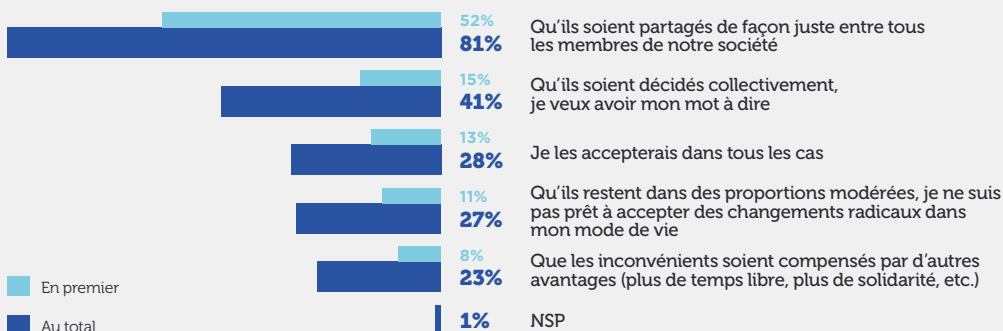
DES MESURES CONTRAIGNANTES OU COÛTEUSES MIEUX ACCEPTÉES ET CERTAINES ACTIONS VERTUEUSES LARGEMENT PRATIQUÉES

Le niveau d'acceptation de « plusieurs mesures que l'on pourrait adopter pour lutter contre l'effet de serre » a globalement progressé depuis 2014. Les Français plébiscitent largement (80 %, + 3 points en 2015)¹ le développement des « énergies renouvelables même si les coûts de production sont plus élevés pour le moment ». L'installation « dans les foyers des compteurs électriques qui analysent les consommations pour permettre aux gens de faire des économies d'énergie » est la deuxième mesure la plus populaire, avec 75 % des Français qui la jugent assez ou très souhaitable (-2 points). Plus contraignant, « obliger les propriétaires à rénover et à isoler les logements lors d'une vente ou d'une location » recueille 69 % d'avis favorables (+ 4 points) sur un échantillon qui compte 64 % de propriétaires. Une majorité de ces derniers (63 %) consent donc à cette mesure qui les concerne pourtant directement. « Taxer les véhicules les plus émetteurs de gaz à effet de serre » (62 %, - 4 points) et « augmenter le prix des produits de consommation qui nécessitent un transport sur une longue distance » (60 %, + 6 points) sont aussi majoritairement acceptés. En revanche, « taxer le transport aérien pour

GRAPHIQUE 4

SI DES CHANGEMENTS IMPORTANTS S'AVÈRENT NÉCESSAIRES DANS NOS MODES DE VIE, À QUELLES CONDITIONS LES ACCEPTERIEZ-VOUS ? EN PREMIER ? EN SECOND ?

Source : Les représentations sociales de l'effet de serre et du réchauffement climatique (Opinion Way pour l'ADEME, 2015).



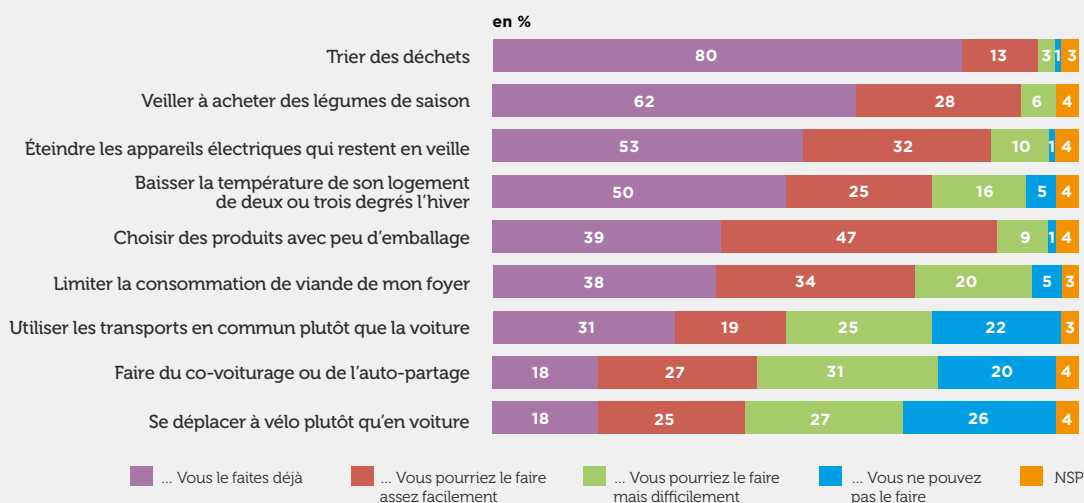


« favoriser le transport par le train » reste juste en dessous des 50 % (49 %, + 2 points). Désormais proche d'une majorité d'acceptation (47 %), « instaurer une taxe carbone » connaît une des plus fortes progressions depuis 2014 (+ 6 points). Peu populaire mais en progression, « abaisser la vitesse sur autoroute à 110 km/h » n'atteint que 39 % d'avis favorables (+ 5 points) et « densifier les villes en limitant l'habitat pavillonnaire au profit d'immeubles collectifs » se heurte toujours aux aspirations de nos concitoyens avec seulement 31 % des individus qui y sont favorables (+ 1 point). Si l'on s'intéresse à ce que les Français font ou pourraient faire, concrètement, pour l'environnement (voir graphique 5), le tri des déchets apparaît comme le comportement vertueux le plus ancré dans les mœurs : 80 % des Français le pratiquent et seulement 4 % déclarent qu'ils ne pourraient pas ou difficilement le faire. Sont également largement répandus l'achat des légumes de saison (62 % le font et 28 % pourraient le faire), la mise en veille des appareils électriques (53 % le font, 32 % pourraient le faire) ou la baisse de température de deux ou trois degrés l'hiver (50 % le font déjà et 25 % pourraient le faire). Pour cette dernière pratique cependant, 16 % des individus la jugent difficile et 5 % impossible à mettre en œuvre. Les limites parfois imposées par le chauffage collectif ou le niveau de confort thermique souhaité par les individus entrent

certainement en compte dans ces réponses. Moins fréquentes que les actions précédentes mais avec une marge importante de progression, choisir des produits avec peu d'emballage n'est pratiqué que par 39 % des Français mais 47 % déclarent pouvoir facilement le faire. De même, ils sont 38 % à limiter la consommation de viande dans leur foyer mais 34 % pourraient facilement le faire. Ce sont toujours les changements de comportements relatifs à la mobilité (utilisation de transports en commun, pratique du vélo ou covoiturage) qui semblent les plus compliqués à adopter. Plus du quart des répondants les jugent difficiles et plus de 20 % impossibles à mettre en œuvre, en particulier pour les plus âgés et les ruraux. La présence d'une offre de transport en commun, la longueur des distances à parcourir, l'état de santé mais aussi les habitudes de déplacements jouent alors comme des contraintes qui limitent les passages à l'acte. Quant au transport aérien, 32 %¹² des Français ne sont pas vraiment prêts à y renoncer pour leurs loisirs afin de lutter contre le réchauffement climatique et 13 % déclarent qu'ils aimeraient bien le faire mais qu'ils ne le peuvent pas. Le secteur des transports, premier émetteur de gaz à effet de serre en France, s'avère plus difficile à faire évoluer par des modifications de comportements individuels que d'autres postes de consommation comme l'alimentation ou les biens courants. Contraintes

GRAPHIQUE 5 LES ACTIONS QUI POURRAIENT RÉDUIRE LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE ET LES PRATIQUES DES FRANÇAIS :

Source : Les représentations sociales de l'effet de serre et du réchauffement climatique (Opinion Way pour l'ADEME, 2015).



objectives, subjectives et aspirations profondes, telles que l'attrait pour les voyages lointains, rendent la pratique d'actions vertueuses pour l'environnement impossible ou peu souhaitée pour une partie significative de la population.

Des marges de progression existent cependant dans les transports comme dans d'autres domaines. Ainsi pour l'utilisation des transports en commun à la place de la voiture et pour la pratique du vélo, la part des individus qui déclarent qu'ils pourraient le faire assez facilement progresse respectivement de 4 et 5 points. C'est aussi le cas (+ 5 points) pour le choix de produits avec peu d'emballages. Reste alors à faciliter l'adoption de ces pratiques vertueuses afin qu'elles deviennent de nouvelles habitudes largement partagées, c'est-à-dire de nouvelles normes sociales qui s'imposent naturellement à tous sans que chacun ait à y penser. Cela passe notamment par la combinaison d'incitations individuelles et d'aménagements collectifs (indemnités kilométriques pour le vélo et pistes cyclables, par exemple).

La sensibilisation, l'inquiétude et la volonté d'évoluer sont désormais bien présentes dans l'opinion. Ces trois aspects sont liés. Ainsi, plus l'intérêt pour la protection de l'environnement est important, plus les conditions de vie sont redoutées en France dans une cinquantaine d'années si le réchauffement climatique se poursuit¹⁵. De même, la propension à trouver « souhaitable » l'adoption de certaines mesures contraignantes ou coûteuses s'accroît avec le sentiment d'avoir subi, sur son lieu d'habitation, les conséquences de désordres climatiques¹⁶. Par ailleurs, et pour la majorité de nos concitoyens, les problèmes économiques que nous connaissons ne dispensent pas de relever les défis climatiques et énergétiques. En effet, 83 %¹⁰ des Français déclarent aujourd'hui que « lutter contre le dérèglement climatique doit être une priorité dans le contexte économique actuel ». Dans le même temps, le pessimisme de nos concitoyens, en particulier des plus jeunes, demeure à un niveau préoccupant. 57 %¹ d'entre eux (-3 points depuis 2014), dont 64 % des 15-24 ans, pensent que le réchauffement climatique ne sera pas « limité à des niveaux acceptables d'ici à la fin du siècle. » Pour plus de la moitié des Français (55 %)¹⁰ « il est déjà presque trop tard pour agir et sauver l'environnement ». En matière de climat et en ces temps de COP21, les enjeux au niveau de l'opinion sont, aujourd'hui, toujours de convaincre mais surtout de rassurer par le passage à l'action individuelle et collective.



Contact :
> solange.martin@ademe.fr

NOTES

1. « Les représentations sociales de l'effet de serre et du réchauffement climatique » (Opinion Way pour l'ADEME, 2015; 1501 personnes de 15 ans et plus interrogées en ligne du 9 juin au 9 juillet 2015).
2. Le Climategate concerne la divulgation à la veille du sommet de Copenhague, fin 2009, de courriels d'un grand centre de recherche britannique (Climate Research Unit) présentés comme la preuve d'une manipulation des données et de l'exagération du rôle de l'homme dans le réchauffement climatique. Six mois plus tard, une enquête indépendante conclut que rien dans ces courriels ne contredit les théories du Groupe international d'experts sur l'évolution du climat (GIEC).
3. La première place du réchauffement de la planète dans les préoccupations environnementales des Français depuis 2014 est attestée dans d'autres enquêtes : « Opinions et pratiques environnementales des Français en 2014 » (CGDD, Chiffres & statistiques n° 624, avril 2015. <http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/CS624.pdf>); « La perception des risques et de la sécurité par les Français » (BVA pour l'IRSN, 2015. http://www.irsln.fr/FR/IRSN/Publications/barometre/Documents/IRSN_Barometre_2015.pdf).
4. « Quantifying the consensus on anthropogenic global warming in the scientific literature » (John Cook and alii, *Environmental Research Letters*, Volume 8, Number 2, 15 May 2013).
5. Inversement, 75 % déclarent que le réchauffement de la planète est causé par les activités humaines. Ces chiffres sont comparables aux moyennes mondiales. Une enquête internationale montre, en effet, que 77 % des personnes interrogées considèrent que le changement climatique a été scientifiquement prouvé, et 82 % qu'il est dû en grande partie à l'activité humaine (Observatoire international des risques climatiques Ipsos / AXA; 13 500 personnes résidant dans 13 pays de 3 continents [Allemagne, Belgique, Espagne, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Hong

NOTES

Kong, Indonésie, Italie, Japon, Mexique, Suisse, et Turquie] interrogées du 5 juillet au 6 août 2012. <http://www.ipsos.fr/ipsos-public-affairs/actualites/2012-10-04-observatoire-international-risques-climatiques-ipsos-axa>). Les États-Unis se distinguent cependant avec seulement 50 % de la population qui considère que le changement climatique est d'origine anthropique (Pew Research Center. 2002 individus de 18 ans et plus interrogés par téléphone fixe et mobile du 15 au 25 août 2014. http://www.pewinternet.org/2015/07/01/americans-politics-and-science-issues/pi_2015-07-01_science-and-politics_2-05/).

6. Ils considèrent que le réchauffement climatique est une certitude scientifique, que les scientifiques n'exagèrent pas, qu'il ne s'agit pas d'un phénomène naturel et que les dérèglements observables sont dus à l'effet de serre ou sont d'origine incertaine. De fait, il est très difficile d'imputer le réchauffement climatique à un événement climatique particulier, quand bien même il serait particulièrement extrême. Seules des augmentations de fréquence d'occurrence sont scientifiquement établies par le GIEC.

7. Daniel Boy « Les représentations sociales de l'effet de serre et du réchauffement climatique », (rapport d'analyse pour l'ADEME, octobre 2015).

8. Ainsi, 71 % des démocrates considèrent que le réchauffement climatique est d'origine anthropique contre 27 % des républicains (Pew Research Center. 2002 individus de 18 ans et plus interrogés par téléphone fixe et mobile du 15 au 25 août 2014. <http://www.pewinternet.org/2015/07/01/chapter-2-climate-change-and-energy-issues/>). De même, 90 % des démocrates pensent que le changement climatique est réel, contre 59 % des

républicains; un chiffre cependant en très nette progression puisqu'ils n'étaient que 47 % en mars 2015 (University of Texas at Austin Energy Poll; 2019 résidents des États-Unis de 18 ans et plus, interrogés entre le 1^{er} et le 15 septembre 2015. <http://www.utenergypoll.com/wp-content/uploads/2014/04/October-2015-UT-Energy-Poll-Final2.pdf>).

9. Cette inquiétude est aussi partagée dans de nombreux pays du monde. 86 % des répondants se disent inquiets des effets possibles du changement du climat, dont 42 % « tout à fait ». (Observatoire international des risques climatiques Ipsos / AXA; 13 500 personnes résidant dans 13 pays de 3 continents [Allemagne, Belgique, Espagne, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Hong Kong, Indonésie, Italie, Japon, Mexique, Suisse, et Turquie] interrogées du 5 juillet au 6 août 2012. <http://www.ipsos.fr/ipsos-public-affairs/actualites/2012-10-04-observatoire-international-risques-climatiques-ipsos-axa>).

10. AFP, 7 oct. 2015, sondage Ifo pour Solutions COP21. 1001 personnes interrogées en ligne du 7 au 13 septembre 2015.

11. Parmi ceux qui pensent qu'on vit une période de réchauffement climatique, soit 93 % de l'échantillon. (« Les Français face au changement climatique », Ipsos - La Recherche, mai 2015; 1053 personnes de 15 ans et plus interrogées en ligne du 29 avril au 4 mai 2015).

12. « Les Français face au changement climatique », Ipsos - La Recherche, mai 2015. 1053 personnes de 15 ans et plus interrogées en ligne du 29 avril au 4 mai 2015.

13. À l'exception de ceux qui ont répondu

qu'« il n'y avait rien à faire, l'augmentation de l'effet de serre est inévitable ».

14. On retrouve cette même exigence au niveau mondial. 83 % des répondants considèrent que « tous les pays devraient fournir les mêmes efforts pour résoudre les problèmes liés au changement climatique » (Observatoire international des risques climatiques Ipsos / AXA; 13 500 personnes résidant dans 13 pays de 3 continents [Allemagne, Belgique, Espagne, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Hong Kong, Indonésie, Italie, Japon, Mexique, Suisse, et Turquie] interrogées du 5 juillet au 6 août 2012. <http://www.ipsos.fr/ipsos-public-affairs/actualites/2012-10-04-observatoire-international-risques-climatiques-ipsos-axa>).

15. Les conditions de vie deviendront pénibles pour 68 % des individus qui accordent une note supérieure ou égale à 9 sur 10, contre 55 % pour ceux qui accordent une note de 7 ou 8, et 34 % pour ceux dont la note est inférieure à 6 sur 10 (« Les représentations sociales de l'effet de serre et du réchauffement climatique », Opinion Way pour l'ADEME, 2015; 1501 personnes de 15 ans et plus interrogées en ligne du 9 juin au 9 juillet 2015).

16. 49 % de ceux qui ont subi des désordres climatiques souhaitent l'abaissement de la vitesse limite sur les autoroutes contre 39 % en moyenne, et 57 % sont favorables à l'instauration d'une taxe carbone contre 47 % en moyenne (« Les représentations sociales de l'effet de serre et du réchauffement climatique », rapport d'analyse pour l'ADEME, Daniel Boy, octobre 2015).